

Rapport financier intermédiaire pour la période close le 30 mars 2019

LOGISTEC

T1 2019

Produits

(en millions de dollars canadiens)

	2016	2017	2018	2019
Mars	64,9	60,1	82,4	114,7
Juin	79,6	101,9	149,2	
Septembre	103,1	168,3	184,5	
Décembre	95,8	145,5	168,7	
Exercice	343,3	475,7	584,9	

Résultat attribuable aux propriétaires de la Société

(en millions de dollars canadiens)

	2016	2017	2018	2019 ⁽¹⁾
Mars	(0,01)	(1,5)	(9,5)	(8,9)
Juin	1,0	4,8	1,9	
Septembre	9,2	11,0	22,3	
Décembre	8,9	13,2	3,4	
Exercice	18,9	27,4	18,1	

Résultat par action total ⁽²⁾

(en dollars canadiens)

	2016	2017	2018	2019 ⁽¹⁾
Mars	(0,01)	(0,13)	(0,75)	(0,70)
Juin	0,07	0,37	0,14	
Septembre	0,71	0,83	1,69	
Décembre	0,71	1,01	0,26	
Exercice	1,48	2,11	1,38	

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 »). Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers consolidé T1 2019. Les données de 2018 n'ont pas été retraitées.

⁽²⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous reporter au tableau Données financières trimestrielles choisies à la page 5.



À nos actionnaires

Au cours du premier trimestre de 2019, les produits consolidés se sont élevés à 114,7 millions \$, une hausse de 32,3 millions \$, ou 39,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2018. Les produits du secteur des services maritimes ont augmenté de 44,0 % et sont passés de 63,3 millions \$ à 91,1 millions \$. Les activités de manutention de marchandises ont été très soutenues au cours du premier trimestre. Nous avons aussi tiré profit de deux mois d'exploitation supplémentaires de Gulf Stream Marine Inc. (« GSM ») en 2019, soit nos nouveaux terminaux situés dans la région du golfe du Mexique acquis au début de mars 2018 et, dans une moindre mesure, des résultats de Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate ») liés aux nouveaux terminaux situés en Floride acquis en mai 2018. L'intégration de nos équipes s'est bien déroulée et nous sommes convaincus que des synergies positives s'en dégageront. Les produits du secteur des services environnementaux ont atteint 23,6 millions \$, une hausse de 4,4 millions \$, ou 23,2 %, par rapport à ceux du premier trimestre de 2018.

Le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ s'est établi à 1,2 million \$ pour le trimestre.

Le premier trimestre de 2019 s'est soldé par une perte consolidée attribuable aux propriétaires de la Société de 8,9 millions \$ comparativement à une perte de 9,5 millions \$ au premier trimestre de 2018. La perte enregistrée par le secteur des services maritimes s'est élevée à 1,0 million \$ au premier trimestre de 2019, soit 3,1 millions \$ de moins que le résultat de 2,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2018. Toutefois, le rendement des activités de manutention de marchandises a été conforme à celui de 2018, mis à part la hausse des honoraires professionnels, l'augmentation des charges financières à l'appui des regroupements d'entreprises et les charges supplémentaires entraînées par la transition à l'IFRS 16 et comptabilisés au T1 2019. La perte attribuable au secteur des services environnementaux s'est élevée à 11,3 millions \$ au premier trimestre de 2019, soit une baisse de 0,9 million \$ par rapport à celle de 12,2 millions \$ inscrite au trimestre correspondant de 2018. Ce secteur est particulièrement influencé par les conditions climatiques en hiver, étant donné que ses activités, qu'elles soient liées à Aqua-Pipe ou à la restauration de sites, nécessitent l'excavation et la manipulation des sols.

La perte attribuable aux propriétaires de la Société s'est traduite par une perte de base et diluée totale par action de 0,70 \$, dont 0,67 \$ était attribuable aux actions ordinaires de catégorie A et 0,74 \$ était attribuable aux actions subalternes à droit de vote de catégorie B.

Perspectives


Nous faisons preuve d'un optimisme prudent quant aux perspectives pour le reste de l'exercice. Nous prévoyons que nos services maritimes feront bonne figure, par suite de l'ajout de deux terminaux de manutention de marchandises diverses à Cleveland (OH) à notre réseau. Nos activités de transport vers l'Arctique devraient aussi produire des résultats robustes, compte tenu des contrats importants que nous avons obtenus auprès du gouvernement du Nunavut et de la modernisation de notre flotte. En effet, nous avons remplacé deux navires par de nouveaux navires de plus grande taille.

Les perspectives pour les services environnementaux augurent également bien. Bien que nous anticipions une baisse des produits tirés de nos activités liées à Aqua-Pipe au Québec, nous sommes très emballés par la demande croissante pour notre technologie de réhabilitation Neofit®+Plus qui permet de recouvrir les conduites d'eau d'une gaine pour éviter l'infiltration du plomb dans l'eau potable. Nous déployons aussi des efforts pour accroître le rendement de FER-PAL, notre filiale située à Toronto (ON), qui effectue l'installation de la technologie Aqua-Pipe au Canada et dans le Midwest des États-Unis.

⁽¹⁾ LE BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section *Mesure non conforme aux IFRS* à la page 6.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES T1 2019

Au-delà de poursuivre nos démarches visant l'amélioration de la marge, nous demeurons à l'affût de nouvelles possibilités de croissance tant dans le secteur des services maritimes que dans celui des services environnementaux.

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, looping 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

George R. Jones
Le président du conseil

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Madeleine Paquin' with a stylized flourish at the end.

Madeleine Paquin, C.M.
La présidente et chef de la direction

Le 9 mai 2019

Introduction

Le présent rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les trimestres clos le 30 mars 2019 et le 31 mars 2018. Toutes les données financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers T1 2019 ») ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), au moyen des mêmes méthodes que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés audités 2018, à l'exception de ce qui est décrit à la note 2 des notes annexes aux états financiers T1 2019. Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Nos activités

La Société est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

Services maritimes

LOGISTEC Corporation offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, municipale et industrielle. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 36 ports et de 62 terminaux à l'échelle de l'Amérique du Nord. Elle est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation.

Les autres services maritimes offerts incluent des services de transport maritime côtier principalement vers l'Arctique et des services d'agences maritimes aux armateurs et exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien.

Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre à une clientèle industrielle et municipale des services environnementaux axés sur la réhabilitation structurale sans tranchée des conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

Données financières trimestrielles choisies

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

	T1	T2	T3	T4	Exercice
	\$	\$	\$	\$	\$
2019 ⁽¹⁾					
Produits	114 748				
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(8 890)				
Résultat de la période	(8 931)				
PLUS :					
Dotation aux amortissements	10 834				
Charges financières nettes	2 552				
Impôt sur le résultat	(3 287)				
BAIIA ajusté ⁽²⁾	1 168				
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽³⁾	(0,67)				
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽⁴⁾	(0,74)				
Résultat de base total par action	(0,70)				
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,67)				
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,74)				
Résultat dilué total par action	(0,70)				
2018					
Produits	82 442	149 182	184 537	168 717	584 878
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(9 477)	1 868	22 256	3 413	18 060
Résultat de la période	(8 326)	3 060	19 823	3 437	17 994
PLUS :					
Dotation aux amortissements	6 083	6 485	7 385	8 627	28 580
Pertes de valeur	—	—	—	6 821	6 821
Charges financières nettes	804	2 745	1 858	2 067	7 474
Impôt sur le résultat	(1 745)	2 630	4 081	(1 658)	3 308
BAIIA ajusté ⁽²⁾	(3 184)	14 920	33 147	19 294	64 177
Résultat de base par action de catégorie A	(0,72)	0,14	1,68	0,26	1,37
Résultat de base par action de catégorie B	(0,80)	0,16	1,85	0,28	1,51
Résultat de base total par action	(0,75)	0,15	1,75	0,27	1,43
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,72)	0,14	1,62	0,25	1,32
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,80)	0,15	1,78	0,27	1,45
Résultat dilué total par action	(0,75)	0,14	1,69	0,26	1,38

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 »). Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019. Les données de 2018 n'ont pas été retraitées.

⁽²⁾ LE BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 6.

⁽³⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »).

⁽⁴⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »).

Mesure non conforme aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à une mesure non conforme aux IFRS. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté ») n'est pas défini selon les IFRS et, par conséquent, ne peut être présenté à titre officiel dans les états financiers T1 2019. La définition du BAIIA ajusté ne tient pas compte des pertes de valeur inscrites par la Société. La définition du BAIIA ajusté employée par la Société peut ne pas correspondre à celle employée par d'autres sociétés. Bien que le BAIIA ajusté soit une mesure non conforme aux IFRS, il est néanmoins utilisé par les gestionnaires, les analystes, les investisseurs et d'autres parties prenantes du milieu financier pour analyser et évaluer la performance et la gestion de la Société tant sur le plan financier qu'opérationnel.

Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts implique l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises en 2018

GSM

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, propriétaire ultime de Gulf Stream Marine Inc. (« GSM ») pour un prix d'achat de 67,6 millions \$ US (85,6 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. GSM offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée.

PATE

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate »), pour un prix d'achat de 9,6 millions \$ US (12,4 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride.

Au 30 mars 2019, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, nous avons inscrit une hausse des immobilisations incorporelles de 5,6 millions \$, une hausse des immobilisations corporelles de 1,9 million \$ et une baisse de l'actif courant de 0,2 million \$ ainsi que l'ajustement correspondant de 7,4 millions \$ au titre du goodwill. Les données comparatives présentées dans les états consolidés résumés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

Veuillez vous reporter à la note 5 des notes annexes aux états financiers T1 2019 pour plus de précisions.

Résultats

Produits

Au cours du premier trimestre de 2019, les produits consolidés se sont élevés à 114,7 millions \$, soit une hausse de 32,3 millions \$, ou 39,2 %, par rapport à ceux de 82,4 millions \$ à la période correspondante de 2018. La force du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence favorable de 3,2 millions \$ sur les produits consolidés au premier trimestre de 2019, contrairement au taux de change en vigueur au premier trimestre de 2018.

Au premier trimestre de 2019, les produits du secteur des services maritimes ont atteint 91,1 millions \$, en hausse de 27,9 millions \$, ou 44,0 %, par rapport à ceux du premier trimestre de 2018. Cette hausse est attribuable à deux facteurs : les regroupements d'entreprises de GSM et de Pate, qui ont généré des ventes additionnelles de 25,4 millions \$ au premier trimestre de 2019 et une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, qui ont connu un regain d'activité dans le trimestre actuel par rapport à ceux de la même période de l'exercice 2018.

Les produits du secteur des services environnementaux se sont accrus, s'établissant à 23,6 millions \$, par rapport à ceux de 19,2 millions \$ inscrits au premier trimestre de 2018. Cette hausse découle essentiellement de l'augmentation des produits tirés de la vente de biens et des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines par rapport à ceux enregistrés au cours de l'exercice précédent.

Charge au titre des avantages du personnel

La charge au titre des avantages du personnel a augmenté de 12,0 millions \$ pour atteindre 58,4 millions \$ au premier trimestre de 2019, une augmentation importante comparativement à celle de 46,4 millions \$ inscrite au trimestre correspondant de 2018. Cette augmentation est attribuable aux regroupements d'entreprises de GSM et de Pate, qui représentent une charge supplémentaire de 12,0 millions \$. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits consolidés s'est établi à 50,9 %, comparativement à 56,2 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que la charge au titre des avantages du personnel soit essentiellement de nature variable, le ratio de charge décroissant est lié au secteur des services environnementaux et découle de la hausse des produits pour absorber la portion à taux fixe de cette charge.

Charge relative au matériel et fournitures

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 34,4 millions \$ au premier trimestre de 2019, soit une hausse de 10,0 millions \$, ou 41,2 %, comparativement à 24,3 millions \$ au premier trimestre de 2018. Cette hausse est conforme à l'augmentation de nos produits. La proportion de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits consolidés de 29,9 % est demeurée stable au premier trimestre de 2019, comparativement à celle de 29,5 % du premier trimestre de 2018.

Charges locatives

Les charges locatives ont totalisé 9,5 millions \$ au premier trimestre de 2019, ou 13,0 millions \$, compte non tenu de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16. Le ratio des charges locatives sur les produits consolidés, compte non tenu de l'incidence de l'IFRS 16, s'est établi à 11,3 %, ce qui s'apparente à celui de 11,5 % inscrit pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'IFRS 16 exige la comptabilisation des actifs et des passifs s'y rattachant à l'égard de toutes les obligations contractuelles auparavant comptabilisées à titre de contrats de location simple selon l'IAS 17, *Contrats de location*, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent soit de faible valeur. Les paiements de loyers qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 16 se sont élevés à 3,5 millions \$ et sont présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie à titre de remboursement des obligations locatives et des intérêts payés plutôt qu'à titre de charges locatives. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019 pour plus de précisions.

Autres charges

Les autres charges se sont élevées à 10,7 millions \$, soit une variation de 4,5 millions \$, ou 73,7 %, comparativement à celles du premier trimestre de 2018. L'augmentation repose sur deux facteurs : les deux nouveaux regroupements d'entreprises au cours des 12 derniers mois et les honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités d'expansion.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements s'est établie à 10,8 millions \$ au premier trimestre de 2019, soit une augmentation de 4,8 millions \$, comparativement au montant de 6,1 millions \$ inscrit pour la période correspondante de l'exercice 2018. De cette augmentation, une somme de 2,0 millions \$ est liée à l'amortissement des immobilisations des nouvelles entreprises acquises et une somme de 3,0 millions \$ est liée à l'amortissement supplémentaire des actifs au titre du droit d'utilisation selon l'IFRS 16. La hausse de la dotation aux amortissements découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges locatives et l'augmentation des charges financières.

Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019 pour plus de précisions.

Autres profits et pertes

Les autres profits et pertes ont fluctué de 1,5 million \$, passant d'un profit de 0,2 million \$ au premier trimestre de 2018 à une perte de 1,3 million \$ au cours du trimestre considéré. Cette variation découle essentiellement des pertes de change latentes sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de la faiblesse du dollar canadien.

Charges financières

Les charges financières ont atteint 2,9 millions \$ au premier trimestre de 2019, soit une hausse de 2,0 millions \$ par rapport à celles de 0,9 million \$ inscrites au trimestre correspondant de 2018. De ce montant, une somme de 0,9 million \$ est liée à la charge de désactualisation au titre des obligations supplémentaires selon l'IFRS 16. Le reste de l'écart est attribuable à la base d'emprunt plus importante par suite du financement des regroupements d'entreprises de GSM et de Pate réalisé au cours de la première moitié de 2018. La hausse des charges financières découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges locatives et l'augmentation de la dotation aux amortissements.

Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019 pour plus de précisions.

Résultat de la période et résultat par action

Au total, la Société a affiché une perte attribuable aux propriétaires de la Société de 8,9 millions \$ au premier trimestre de 2019, ce qui se rapproche de la perte de 9,5 millions \$ inscrite au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela s'est traduit par une perte de base et diluée par action de 0,70 \$, dont 0,67 \$ était attribuable aux actions de catégorie A et 0,74 \$ était attribuable aux actions de catégorie B.

Le résultat de notre secteur des services maritimes a diminué par rapport à celui du trimestre correspondant de 2018. Toutefois, sur le plan de l'exploitation, le rendement des activités de manutention de marchandises a été conforme à celui de 2018, mis à part les honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités d'expansion, l'augmentation des charges financières à l'appui des regroupements d'entreprises et les charges supplémentaires entraînées par la transition à l'IFRS 16, toutes comptabilisés au T1 2019.

La perte attribuable au secteur des services environnementaux s'est élevée à 11,3 millions \$ au premier trimestre de 2019, soit une baisse de 0,9 million \$ par rapport à la perte de 12,2 millions \$ inscrite au trimestre correspondant de 2018. Comme il a été mentionné précédemment, la diminution de la perte découle de la hausse des produits pour absorber la structure de coûts fixes en début d'année. Ce secteur est particulièrement influencé par les conditions climatiques en hiver, étant donné que ses activités, qu'elles soient liées à Aqua-Pipe ou à la restauration de sites, nécessitent l'excavation et la manipulation des sols.

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés non audités des résultats ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels.

Dividendes

Le 15 mars 2019, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,09075 \$ par action de catégorie A et de 0,099825 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,2 million \$. Ces dividendes ont été payés le 18 avril 2019 à tous les actionnaires inscrits le 4 avril 2019.

Le 9 mai 2019, le conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,09075 \$ par action de catégorie A et de 0,099825 \$ par action de catégorie B, pour un montant total de 1,2 million \$. Ces dividendes seront versés le 5 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019.

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle en matière de dividendes, à ce jour, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

La stratégie financière et les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont décrits à la note 4 des notes annexes aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2018 et ont été appliqués de façon constante au cours du premier trimestre de 2019. Veuillez également vous reporter à la note 4 des notes annexes aux états financiers T1 2019 pour une mise à jour de l'information concernant la gestion du risque financier.

Sources de financement

Au 30 mars 2019, le total de l'actif s'établissait à 672,1 millions \$, soit une hausse de 35,0 millions \$ par rapport au solde de clôture de 637,1 millions \$ au 31 décembre 2018. Comme il a été mentionné précédemment, la hausse s'explique en grande partie par l'adoption de l'IFRS 16, en partie contrebalancée par la diminution de notre fonds de roulement depuis le 31 décembre 2018.

La trésorerie et équivalents de trésorerie s'est établie à 5,6 millions \$ à la clôture du premier trimestre de 2019, en baisse de 9,8 millions \$ par rapport à celle de 15,4 millions \$ au 31 décembre 2018. Les facteurs suivants ont eu la plus grande incidence sur cette baisse :

(en milliers de dollars)

À la hausse :	
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	13 700
Dotation aux amortissements	10 834
	<u>24 534</u>
À la baisse :	
Acquisition d'immobilisations corporelles	(9 419)
Perte de la période	(8 931)
Impôt sur le résultat payé	(5 607)
Remboursement du montant à payer aux actionnaires	(5 386)
Intérêts payés	(2 857)
Remboursement des obligations locatives	(2 538)
	<u>(34 738)</u>

Fonds de roulement

Au terme du premier trimestre de 2019, le fonds de roulement s'est établi à 60,2 millions \$ pour un ratio de 1,58:1, en regard de 82,1 millions \$ pour un ratio de 1,65:1 au 31 décembre 2018. Cette diminution est attribuable au caractère saisonnier de nos activités.

Dette à long terme

En tenant compte des tranches courante et à long terme de la dette à long terme, le solde de 163,3 millions \$ au 31 décembre 2018 a augmenté de 78,1 millions \$ pour atteindre 241,4 millions \$ au 30 mars 2019. La hausse s'explique essentiellement par l'adoption de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019.

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société

Au 30 mars 2019, les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 250,6 millions \$, soit une baisse de 11,6 millions \$ par rapport au solde de clôture de 262,2 millions \$ au 31 décembre 2018. L'ajout de la dette à long terme s'est traduit par une capitalisation de 492,0 millions \$ pour un ratio d'endettement de 49,1 % par comparaison avec celui de 38,4 % inscrit au 31 décembre 2018. La variation s'explique essentiellement par l'adoption de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019. Compte non tenu des obligations locatives, le ratio d'endettement atteignait 39,3 % au 30 mars 2019.

Au 9 mai 2019, 7 390 622 actions de catégorie A et 5 407 101 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en une action de catégorie B en tout temps au gré du porteur. Veuillez vous reporter à la note 7 des notes annexes aux états financiers T1 2019 pour des précisions sur le capital social de la Société.

Coentreprise importante

Comme présenté à la note 16 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018, la Société détient plusieurs participations dans des coentreprises. La Société n'a qu'une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., dont les activités s'intègrent bien à ses activités principales.

Le tableau suivant présente les informations financières de Terminal Termont inc. à 100 %. La Société détient une participation de 50 % dans cette coentreprise.

(en milliers de dollars)

	Au 30 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
État de la situation financière		
Total de l'actif ⁽¹⁾	86 789	44 199
Total du passif ⁽¹⁾	37 723	179
	Pour les trimestres clos les 30 mars 2019 \$	31 mars 2018 \$
État des résultats		
Produits	1 041	879
Quote-part du résultat tiré d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	791	292
Résultat de la période	1 392	829

⁽¹⁾ La hausse du total de l'actif et du total du passif est liée à l'adoption de l'IFRS 16.

Autres postes des états consolidés de la situation financière

Situation financière aux (en millions de dollars)	30 mars 2019 \$	31 décembre 2018 \$	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
Créances clients et autres débiteurs	126,3	160,1	(33,8)	(21,1)	La diminution témoigne du niveau moins élevé de nos activités saisonnières et de l'effort soutenu de recouvrement dans le secteur des services environnementaux au premier trimestre de 2019 par comparaison avec ceux du quatrième trimestre de 2018.
Actifs sur contrats	8,0	14,3	(6,3)	(44,0)	La diminution témoigne du niveau moins élevé de nos activités saisonnières.
Actifs d'impôt exigible	7,3	3,0	4,3	n.s.	L'augmentation découle du recouvrement d'impôt sur le résultat lié à la perte de la période et aux acomptes provisionnels versés pour 2019.
Immobilisations corporelles	263,4	181,3	82,1	45,3	La hausse découle essentiellement de l'adoption de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019. D'autres dépenses en immobilisations corporelles habituelles ont été contrebalancées par la dotation aux amortissements.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	68,8	98,7	(29,9)	(30,3)	La baisse reflète le niveau d'activité moins élevé dans tous nos secteurs d'activité au premier trimestre de 2019 comparativement à celui du quatrième trimestre de 2018.
Tranche courante de la dette à long terme	13,0	3,3	9,7	n.s.	La variation découle des obligations locatives de 79,3 millions \$, nettes du remboursement de 2,4 millions \$ de celles-ci selon l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019. Le reste de l'écart est attribuable à l'émission de la dette à long terme de 0,7 million \$, nette du remboursement.
Dettes à long terme	228,3	160,0	68,3	42,7	
Capital social	39,9	35,0	4,9	13,8	La variation résulte surtout de l'émission d'actions de catégorie B conformément aux modalités de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen en 2016.
Capital social devant être émis	9,8	14,7	(4,9)	(33,3)	

n.s. : non significatif

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés non audités de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels au cours du premier trimestre de 2019.

Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Normes et interprétations comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté les normes et les interprétations suivantes :

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION*

Les états financiers T1 2019 ont été préparés conformément à l'IFRS 16. La Société a adopté cette norme selon l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et sont donc présentées selon l'IAS 17 *Contrats de location*. La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification visant les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur, et d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location comportant des durées résiduelles similaires.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification afin de ne pas être tenue de réapprécier si un contrat était ou renfermait un contrat de location au 1^{er} janvier 2019. Elle a plutôt examiné et réévalué les contrats de location en cours auparavant désignés comme des contrats de location selon l'IAS 17 et a conclu, sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, que l'adoption initiale de l'IFRS 16 a eu les répercussions suivantes sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location et l'information à fournir à leur égard :

- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 82,6 millions \$, ce qui correspond à l'actif au titre du droit d'utilisation en vertu de contrats de location;
- La dette à long terme (incluant la tranche courante) a augmenté de 82,6 millions \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite des contrats de location;
- Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16 *Immobilisations corporelles*. La charge pour la période close le 30 mars 2019 s'est élevée à 3,0 millions \$ et a été comptabilisée dans la dotation aux amortissements des états consolidés intermédiaires résumés non audités des résultats;
- La charge de désactualisation au titre des obligations locatives s'est établie à 0,9 million \$ pour la période close le 30 mars 2019 et a été comptabilisée dans les charges financières des états consolidés intermédiaires résumés non audités des résultats;

Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers T1 2019 pour plus de précisions.

IFRIC 23 *INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (IAS 12)*

Les états financiers T1 2019 ont été préparés conformément à l'IAS 12. La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de cette interprétation et a établi que l'adoption de celle-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers T1 2019.

Régie d'entreprise

Conformément aux exigences du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la présidente et chef de la direction et le chef des finances ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont révisé ce rapport de gestion et les états financiers T1 2019 et les notes s'y rapportant (les « documents intermédiaires »). À leur connaissance, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires. À leur connaissance, les états financiers T1 2019 et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

La présidente et chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception des CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents intermédiaires, et que l'information qui doit être présentée dans les documents intermédiaires a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS, les principes comptables généralement reconnus de la Société.

Il n'y a eu aucune modification apportée au CIIF de la Société au cours du premier trimestre de 2019 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

Perspectives

Il n'est pas inhabituel que la Société affiche une perte au premier trimestre de son exercice, les mois d'hiver de janvier à mars et les rudes conditions climatiques ayant une incidence sur nos deux secteurs d'activité. Le facteur inhérent au caractère saisonnier des activités a pris de l'ampleur au cours des deux dernières années, en raison de l'expansion de nos activités du secteur des services environnementaux, qui sont pour ainsi dire en arrêt au cours du premier trimestre.

Malgré le ralentissement des activités d'exploitation, notre personnel de vente a eu fort à faire, étant appelé à faire des soumissions et à participer à des appels d'offres dans le cadre de la restauration de sites et des contrats Aqua-Pipe. D'ailleurs, au cours des derniers mois, nous avons étoffé notre carnet de commandes lié au secteur des services environnementaux. Il se chiffre actuellement à presque 200 millions \$, ce qui augure vraiment très bien pour le reste de 2019.

Comme il a été mentionné précédemment, la performance opérationnelle du secteur des services maritimes au T1 2019 s'est beaucoup rapprochée de celle enregistrée au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, une fois les ajustements pertinents effectués en fonction de facteurs comme l'incidence de l'IFRS 16, les frais d'intérêt supplémentaires au titre de la dette attribuable aux regroupements d'entreprises, de l'effet du change et les honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités d'expansion.

En outre, notre équipe des ventes et marketing nous a communiqué les demandes des clients et les volumes de marchandises envisagés, ce qui laisse entrevoir des signes prometteurs pour les activités du secteur des services maritimes en 2019.

Enfin, nous demeurons à l'affût en ce qui concerne l'expansion de l'entreprise. Nous évaluons différentes possibilités qui visent autant le secteur des services maritimes que celui des services environnementaux. Ce faisant, nous continuons d'appliquer des critères d'évaluation très rigoureux en vue de créer de la valeur pour la Société et ses actionnaires.

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.LOGISTEC.com), dans la section « Investisseurs ».

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs.

Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique « Risques d'affaires » du rapport annuel de la Société et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.



Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 9 mai 2019

États consolidés intermédiaires résumés des résultats

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants par action et le nombre d'actions)

	Notes	Pour les trimestres clos les 30 mars 2019 \$	31 mars 2018 \$
Produits	8	114 748	82 442
Charge au titre des avantages du personnel		(58 377)	(46 366)
Matériel et fournitures		(34 364)	(24 338)
Charges locatives	6	(9 455)	(9 061)
Autres charges		(10 676)	(6 146)
Dotation aux amortissements	6	(10 834)	(6 083)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		562	70
Autres (pertes) profits		(1 270)	215
Perte d'exploitation		(9 666)	(9 267)
Charges financières	6	(2 890)	(887)
Produits financiers		338	83
Perte avant impôt		(12 218)	(10 071)
Impôt sur le résultat		3 287	1 745
Perte de la période		(8 931)	(8 326)
Résultat attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		(8 890)	(9 477)
Participations ne donnant pas le contrôle		(41)	1 151
Perte de la période		(8 931)	(8 326)
Résultat de base et dilué par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾		(0,67)	(0,72)
Résultat de base et dilué par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾		(0,74)	(0,80)
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base et dilué		7 392 722	7 405 922
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base et dilué		5 315 890	5 163 331

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

(non audités)

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les	
	30 mars 2019 \$	31 mars 2018 \$
Perte de la période	(8 931)	(8 326)
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	(2 323)	1 977
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	1 778	—
Profits (pertes) sur instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(146)	4
Impôt sur le résultat lié aux instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	39	(1)
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats	(652)	1 980
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	(33)	—
Rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période	(352)	(186)
Impôt sur le résultat sur les pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période	103	49
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats	(282)	(137)
Autres éléments du résultat global de la période, après impôt sur le résultat	(934)	1 843
Total du résultat global de la période	(9 865)	(6 483)
Total du résultat global attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	(9 814)	(7 646)
Participations ne donnant pas le contrôle	(51)	1 163
Total du résultat global de la période	(9 865)	(6 483)

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

(non audités)

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 30 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 566	15 393
Créances clients et autres débiteurs		126 300	160 067
Actifs sur contrats		8 004	14 282
Actifs d'impôt exigible		7 305	2 964
Charges payées d'avance et autres charges		5 793	4 899
Stocks		11 403	10 711
		164 371	208 316
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		38 308	38 005
Immobilisations corporelles	6	263 443	181 284
Goodwill	5	141 795	142 672
Immobilisations incorporelles	5	44 458	47 006
Actifs non courants		2 378	2 173
Actifs financiers non courants		4 626	6 328
Actifs d'impôt différé		12 711	11 319
Total de l'actif		672 090	637 103
Passif			
Passif courant			
Emprunts bancaires à court terme		14 509	13 577
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		68 819	98 668
Passifs sur contrats		5 204	5 225
Passifs d'impôt exigible		699	3 480
Dividendes à payer		1 987	1 973
Tranche courante de la dette à long terme	6	13 036	3 294
		104 254	126 217
Dettes à long terme	6	228 331	160 003
Passifs d'impôt différé		20 798	21 465
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi		15 303	14 716
Passifs sur contrats		3 233	3 333
Passifs non courants		47 448	46 980
Total du passif		419 367	372 714
Capitaux propres			
Capital social	7	39 856	35 016
Capital social devant être émis	7	9 811	14 717
Résultats non distribués		189 497	200 404
Cumul des autres éléments du résultat global		11 419	12 061
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		250 583	262 198
Participations ne donnant pas le contrôle		2 140	2 191
Total des capitaux propres		252 723	264 389
Total du passif et des capitaux propres		672 090	637 103

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

(non audités)

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société							
		Cumul des autres éléments du résultat global						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$	Total \$		
Solde au 1^{er} janvier 2019		35 016	14 717	135	11 926	200 404	262 198	2 191	264 389
Perte de la période		–	–	–	–	(8 890)	(8 890)	(41)	(8 931)
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		–	–	–	(2 313)	–	(2 313)	(10)	(2 323)
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		–	–	–	1 778	–	1 778	–	1 778
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période, après impôt sur le résultat		–	–	–	–	(282)	(282)	–	(282)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		–	–	(107)	–	–	(107)	–	(107)
Résultat global total de la période		–	–	(107)	(535)	(9 172)	(9 814)	(51)	(9 865)
Passifs au titre de l'option de vente		–	–	–	–	(86)	(86)	–	(86)
Rachat des actions de catégorie B	7	(66)	–	–	–	(438)	(504)	–	(504)
Émission des actions de catégorie B		4 906	(4 906)	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions de catégorie A	7	–	–	–	–	(671)	(671)	–	(671)
Dividendes sur actions de catégorie B	7	–	–	–	–	(540)	(540)	–	(540)
Solde au 30 mars 2019		39 856	9 811	28	11 391	189 497	250 583	2 140	252 723

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

(non audités)

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (suite)

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Attribuable aux propriétaires de la Société							
		Capital social \$	Capital social devant être émis \$	Cumul des autres éléments du résultat global			Total	Participations ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
				Couvertures de flux de trésorerie \$	Conversion des devises \$	Résultats non distribués \$			
Solde au 1^{er} janvier 2018		29 019	19 820	138	6 468	173 129	228 574	2 221	230 795
Résultat de la période		–	–	–	–	(9 477)	(9 477)	1 151	(8 326)
Autres éléments du résultat global									
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		–	–	–	1 965	–	1 965	12	1 977
Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période, après impôt sur le résultat		–	–	–	–	(137)	(137)	–	(137)
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		–	–	3	–	–	3	–	3
Résultat global total de la période		–	–	3	1 965	(9 614)	(7 646)	1 163	(6 483)
Rachat des actions de catégorie A	7	–	–	–	–	(32)	(32)	–	(32)
Émission et rachat des actions de catégorie B	7	(15)	–	–	–	(127)	(142)	–	(142)
Émission et rachat de capital social		5 103	(5 103)	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions de catégorie A	7	–	–	–	–	(611)	(611)	–	(611)
Dividendes sur actions de catégorie B	7	–	–	–	–	(478)	(478)	–	(478)
Solde au 31 mars 2018		34 107	14 717	141	8 433	162 267	219 665	3 384	223 049

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Pour les trimestres clos les 30 mars 2019 \$	31 mars 2018 \$
Activités d'exploitation			
Perte de la période		(8 931)	(8 326)
Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		10 382	6 640
Trésorerie liée aux activités d'exploitation		1 451	(1 686)
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		245	2 346
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies		(232)	(294)
Règlement des provisions		(2)	(43)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		13 700	25 328
Impôt sur le résultat payé		(5 607)	(6 833)
		9 555	18 818
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		932	(763)
Émission de la dette à long terme		16 269	90 958
Remboursement de la dette à long terme		(15 582)	(11 972)
Remboursement des obligations locatives	6	(2 538)	—
Intérêts payés	6	(2 857)	(795)
Rachat des actions de catégorie A	7	—	(32)
Rachat des actions de catégorie B	7	(504)	(142)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A		(671)	(611)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B		(526)	(464)
		(5 477)	76 179
Activités d'investissement			
Intérêts perçus		282	86
Remboursement du montant à payer aux actionnaires		(5 386)	(157)
Regroupement d'entreprises		—	(85 634)
Trésorerie acquise lors d'un regroupement d'entreprises		—	2 377
Émission d'un billet à recevoir		—	(5 067)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(9 419)	(4 673)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(27)	(3)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles		123	25
Remboursement d'autres actifs financiers non courants		52	52
Remboursement d'autres passifs non courants		(86)	—
Acquisition d'autres actifs non courants		(271)	(280)
Sortie d'autres actifs non courants		63	106
		(14 669)	(93 168)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(10 591)	1 829
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		15 393	3 963
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		764	(643)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		5 566	5 149
Renseignements supplémentaires			
Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs		2 627	295

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

1. Informations générales

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 36 ports en Amérique du Nord et offre des services d'agences maritimes aux armateurs et aux exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), mène des activités dans le secteur des services environnementaux. Celles-ci englobent la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT. A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (QC) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les états financiers T1 2019 ci-joints de la Société sont la responsabilité de la direction et ont été préparés par celle-ci. Les états financiers T1 2019 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 9 mai 2019.

2. Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*, et au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018, à l'exception de ce qui est décrit ci-après.

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des états financiers T1 2019 tient compte d'hypothèses importantes formulées par la direction, lesquelles ont été énoncées à la note 3 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018.

Les états financiers T1 2019 ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2018 de la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

Au 30 mars 2019 et au 31 mars 2018, et pour les trimestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Normes et interprétations comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté les normes suivantes :

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION*

L'IFRS 16 précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur égard. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent est de faible valeur. Cette norme remplace l'IAS 17 *Contrats de location* (« IAS 17 »), l'IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, la SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et la SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'IFRS 16. La Société a adopté cette norme selon l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et sont donc présentées selon l'IAS 17. La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification visant les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur, et d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location comportant des durées résiduelles similaires.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification afin de ne pas être tenue de réapprécier si un contrat était ou renfermait un contrat de location au 1^{er} janvier 2019. Elle a plutôt examiné et réévalué les contrats de location en cours auparavant désignés comme des contrats de location selon l'IAS 17 et a conclu, sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, que l'adoption initiale de l'IFRS 16 a eu les répercussions suivantes sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location et l'information à fournir à leur égard :

- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 82 622 \$, ce qui correspond à l'actif au titre du droit d'utilisation en vertu de contrats de location;
- La dette à long terme (incluant la tranche courante) a augmenté de 82 622 \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite des contrats de location;
- Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*. La charge pour la période close le 30 mars 2019 s'est élevée à 3 025 \$ et a été comptabilisée dans la dotation aux amortissements des états consolidés intermédiaires résumés des résultats;
- La charge de désactualisation au titre des obligations locatives s'est établie à 922 \$ pour la période close le 30 mars 2019 et a été comptabilisée dans les charges financières des états consolidés intermédiaires résumés des résultats;
- Les informations supplémentaires à fournir conformément à l'IFRS 16 sont présentées à la note 6.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

Au 30 mars 2019 et au 31 mars 2018, et pour les trimestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

	1 ^{er} janvier 2019 \$
Engagement en vertu des contrats de location simple au 31 décembre 2018 comme présenté dans les états financiers consolidés de la Société	85 229
Actualisation à l'aide du taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 4,70 %	(7 833)
Passifs au titre des contrats de location-financement comptabilisés au 31 décembre 2018	77 396
Exemption relative à la comptabilisation au titre des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien est de faible valeur	(1 587)
Options de prolongation et options de réalisation que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer	29 165
Paievements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux	(22 352)
Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019	82 622

La Société a modifié ses principales méthodes comptables qui sont communiquées ci-après.

IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (IAS 12)

L'IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IAS 12), apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12 *Impôts sur le résultat*, en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

Les états financiers T1 2019 ont été préparés conformément à l'IAS 12. La Société a terminé son évaluation de l'incidence de cette interprétation et a établi que l'adoption de celle-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers T1 2019.

Changements aux principales méthodes comptables

La Société a adopté les dispositions de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019.

CONTRATS DE LOCATION – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE AVANT LE 1^{ER} JANVIER 2019

Les contrats de location étaient classés soit comme des contrats de location simple, soit comme des contrats de location-financement en fonction de la substance de la transaction à la date de passation du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les contrats en vertu desquels le bailleur conservait une part importante des risques et des avantages liés à la propriété étaient classés comme des contrats de location simple. Les charges au titre de la location dans le cadre d'un contrat de location simple étaient comptabilisées dans les états consolidés des résultats sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location en vertu desquels la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété était transférée à la Société étaient classés comme des contrats de location-financement.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement étaient initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée à la date de passation du contrat de location ou, si celle-ci était inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant envers le bailleur était inscrit dans les états consolidés de la situation financière comme une obligation liée à un contrat de location-financement et était classé dans la dette à long terme.

Les paiements au titre de la location étaient ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

Au 30 mars 2019 et au 31 mars 2018, et pour les trimestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière était comptabilisée directement aux états consolidés des résultats à moins qu'elle n'ait été directement attribuable à un actif qualifié, auquel cas, elle était incorporée dans le coût de l'actif.

CONTRATS DE LOCATION – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE APRÈS LE 1^{ER} JANVIER 2019

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

CONTRATS DE LOCATION À COURT TERME OU CONTRATS DE LOCATION DONT LE BIEN SOUS-JACENT EST DE FAIBLE VALEUR

La Société a décidé ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative à l'égard des contrats de location à court terme, dont la durée est de 12 mois ou moins, et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise en charges les paiements de loyers liés à ces contrats de location au poste Charges locatives des états consolidés des résultats, sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

TOUS LES AUTRES CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation du contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué selon le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent, le cas échéant, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts à engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ainsi que pour la restauration du site sur lequel il est situé, déduction faite des avantages incitatifs reçus. Les actifs sont amortis sur une base linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de leur durée d'utilité estimée ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide de taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal. De manière générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal à titre de taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements de loyers sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière est comptabilisée directement dans les états consolidés des résultats.

L'obligation locative est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, si un changement survient dans l'estimation de la Société du montant qu'elle s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. En pareil cas, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation.

3. Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts implique l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

4. Gestion du risque financier

Gestion du capital

La Société mesure le ratio d'endettement sur une base trimestrielle. Au 30 mars 2019, le ratio correspondait à 49,1 %, selon une dette de 241 367 \$ divisée par une capitalisation de 491 950 \$ (38,4 % au 31 décembre 2018, selon une dette de 163 297 \$ divisée par une capitalisation de 425 495 \$). La variation s'explique essentiellement par l'adoption de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6. Compte non tenu des obligations locatives, le ratio d'endettement atteignait 39,3 % au 30 mars 2019.

Veuillez noter qu'un montant de 47 448 \$ est présenté à titre de passifs financiers non courants dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. De ce montant, 40 989 \$ représentent des passifs à long terme associés à des acquisitions antérieures découlant d'anciens actionnaires et d'actionnaires n'exerçant pas le contrôle sur ces entreprises acquises. Si nous incluons ces passifs financiers non courants de 40 989 \$ sans prendre en compte les obligations locatives de 79 342 \$ dans notre ratio d'endettement, le ratio passe à 44,8 %, basé sur une dette de 203 014 \$ divisée par une capitalisation de 453 597 \$.

Au 30 mars 2019, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 2 200 clients. Pour le trimestre clos le 30 mars 2019, les 20 clients les plus importants représentaient 36,6 % (51,5 % en 2018) des produits consolidés.

Juste valeur des instruments financiers

Au 30 mars 2019 et au 31 décembre 2018, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des emprunts bancaires à court terme, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

Au 30 mars 2019 et au 31 mars 2018, et pour les trimestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, n'accusait pas de différence importante comparativement à leur valeur comptable au 30 mars 2019 et au 31 décembre 2018, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme et des obligations locatives n'accusaient pas de différence importante comparativement à ses valeurs comptables au 30 mars 2019 et au 31 décembre 2018, puisque ses conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie duquel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Outre le risque de crédit de l'instrument financier, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de contrepartie ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs selon trois niveaux qui reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers classés selon ces trois niveaux est évaluée de la manière suivante :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué; et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien;
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Pour la période close le 30 mars 2019, aucun instrument financier n'a été transféré entre les niveaux 1, 2 et 3.

Analyse de sensibilité

Au 30 mars 2019, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli à l'égard des entreprises acquises comprenant une option se serait traduite par une diminution des résultats non distribués de 3 250 \$ pour la période close le 30 mars 2019 et par une augmentation du total du passif du même montant. Une diminution de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli aurait eu l'incidence contraire prévue.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

Au 30 mars 2019 et au 31 mars 2018, et pour les trimestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

5. Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises en 2018

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate pour un prix d'achat de 9 599 \$ US (12 364 \$ CA), sous réserve de certains ajustements.

Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride. Cette acquisition continue d'élargir le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique.

Au 30 mars 2019, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, nous avons inscrit une hausse des immobilisations incorporelles de 5 620 \$, une hausse des immobilisations corporelles de 1 945 \$ et une baisse de l'actif courant de 177 \$, ainsi que l'ajustement correspondant de 7 388 \$ au titre du goodwill. Les données comparatives présentées dans les états consolidés résumés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124
Actif courant	1 093
Immobilisations corporelles	6 039
Goodwill (déductible à des fins fiscales)	3 400
Immobilisations incorporelles	5 667
Passif courant	(201)
Dette à long terme	(3 758)
	12 364
Contrepartie de l'achat	
Trésorerie	12 364
	12 364

La répartition du prix d'achat de Pate est définitive.

6. Contrats de location

Au 30 mars 2019, les immobilisations corporelles de la Société incluaient des biens loués ou détenus en propre qui se présentaient comme suit :

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Biens détenus en propre	59 630	106 690	749	8 168	9 349	184 586
Actifs au titre du droit d'utilisation	72 130	6 530	197	—	—	78 857
	131 760	113 220	946	8 168	9 349	263 443

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

Au 30 mars 2019 et au 31 mars 2018, et pour les trimestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Actifs au titre du droit d'utilisation

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Total \$
Au 1 ^{er} janvier 2019	75 207	7 201	214	82 622
Ajouts	—	—	—	—
Dotation aux amortissements	(2 437)	(573)	(15)	(3 025)
Incidence des écarts de change	(640)	(98)	(2)	(740)
Au 30 mars 2019	72 130	6 530	197	78 857

Obligations locatives

	Au 30 mars 2019 \$
Flux de trésorerie contractuels non actualisés	
Moins de 1 an	11 275
Entre 1 et 5 ans	42 911
Plus de 5 ans	37 655
Total des obligations locatives non actualisées	91 841
Obligations locatives au 30 mars 2019	79 342
Passif courant	10 398
Passif non courant	68 944

Montant comptabilisé dans les états consolidés intermédiaires résumés des résultats

	Pour le trimestre clos le 30 mars 2019 \$
Charge d'intérêt rattachée aux obligations locatives	922
Paievements de loyers variables et charge liée aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, dont il n'est pas tenu compte dans l'évaluation des obligations locatives	8 166

7. Capital social

Au cours du premier trimestre de 2019, en vertu du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société, aucune (700 en 2018) action de catégorie A et 11 500 (3 100 en 2018) actions de catégorie B ont été rachetées et annulées, pour une contrepartie en trésorerie, respectivement, de néant (32 \$ en 2018) et 504 \$ (142 \$ en 2018). De ce montant, l'excédent sur le capital versé des actions rachetées totalisant, respectivement, néant (32 \$ en 2018) et 438 \$ (127 \$ en 2018), a été imputé aux résultats non distribués.

Au 30 mars 2019, le solde des prêts ne portant pas intérêt accordés en vertu du RAAE et remboursables sur deux ans avait une valeur comptable de 331 \$ (315 \$ au 31 décembre 2018).

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

Au 30 mars 2019 et au 31 mars 2018, et pour les trimestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

À la suite de la conclusion de l'entente de 2016 avec Sanexen, au 30 mars 2019, LOGISTEC a émis 148 567 actions de catégorie B à 33,02 \$ par action, réduisant le capital social devant être émis de 14 717 \$ au 31 décembre 2018 à 9 811 \$ au 30 mars 2019.

Les actions émises et en circulation sont réparties comme suit :

	Au 30 mars 2019 \$	Au 31 décembre 2018 \$
7 392 722 actions de catégorie A (7 392 722 au 31 décembre 2018)	4 885	4 885
5 410 401 actions de catégorie B (5 273 334 au 31 décembre 2018)	34 971	30 131
	39 856	35 016

Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 mars 2019 \$	31 mars 2018 \$
Actions de catégorie A	0,091	0,083
Actions de catégorie B	0,100	0,091

8. Produits

Les produits se détaillent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 mars 2019 \$	31 mars 2018 \$
Produits tirés des services de manutention de marchandises	89 137	63 262
Produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines	4 855	1 105
Produits tirés des services de restauration des sites et des services de décontamination	8 992	10 159
Produits tirés de la vente de biens	11 764	7 916
	114 748	82 442

9. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent principalement leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt comptabilisé pour chaque secteur.

Le tableau suivant présente les informations financières par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques :

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T1 2019

Au 30 mars 2019 et au 31 mars 2018, et pour les trimestres clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Secteurs d'exploitation

Le tableau suivant présente les informations financières par secteur d'exploitation :

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
Pour le trimestre clos le 30 mars 2019			
Produits	91 126	23 622	114 748
Perte avant impôt	(957)	(11 261)	(12 218)
Au 30 mars 2019			
Total de l'actif	436 558	235 532	672 090
Total du passif	304 880	114 487	419 367
Pour le trimestre clos le 31 mars 2018			
Produits	63 262	19 180	82 442
Résultat avant impôt	2 132	(12 203)	(10 071)
Au 31 décembre 2018			
Total de l'actif	377 876	259 227	637 103
Total du passif	242 708	130 006	372 714

Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
Produits			
Pour le trimestre clos le 30 mars 2019	50 322	64 426	114 748
Pour le trimestre clos le 31 mars 2018	47 263	35 179	82 442
Actifs non courants ⁽¹⁾			
Au 30 mars 2019	261 950	228 432	490 382
Au 31 décembre 2018	229 209	181 931	411 140

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5
www.LOGISTEC.com

